

Vaccins obligatoires : un médecin doit soigner son patient dans son intérêt pas dans celui de la société !

écrit par Docteur Dominique Schwander | 22 septembre 2025





Merci à Dominique Schwander pour cet article. Ce qui se passe, pour le plus grand profit de Big Pharma (sans parler de noirs desseins de déclencher des maladies et plus dont on peut soupçonner certains) et des politiques est grave. **11 vaccins obligatoires pour des bébés à peine nés....**

Monstrueux. Ou comment affaiblir et modifier un système en construction. Aux Etats-Unis la polémique fait rage, ils ont la chance d'avoir Trump et Kennedy, des hommes libres...

Christine Tasin

Je l'avoue. Je suis vraiment en colère.

Je viens d'avoir une conversation avec un « collègue » qui se décrit comme « médecin et officier de santé publique en uniforme pendant trente ans ». Il critiquait le chirurgien général de Floride, le Dr Joe Ladapo, docteur en médecine et titulaire d'un master en santé publique, pour sa décision d'annuler la vaccination obligatoire en Floride. Il l'accusait d'avoir pris cette décision pour des raisons « politiques »

plutôt que « scientifiques ». Plus précisément, son commentaire qui m'a interpellé était : « J'entends dire que les recommandations vaccinales sont de plus en plus fondées sur des considérations politiques et de moins en moins scientifiques. La polio ou d'autres virus pourraient se déclarer en Floride. Je persiste à penser que nous devons uniquement présenter au public nos évaluations scientifiques, et non nos spéculations politiques. Quelqu'un, quelque part, doit trouver la dernière base scientifique crédible. »

Ces commentaires reprennent en substance le discours actuel promu par l'ancienne « direction » des CDC, qui a volontairement démissionné. Tout comme les orques de propagande harmonisés des « médias morts » se faisant passer pour des journalistes. Vous savez à qui je fais référence. Démoniaque, littéralement.

Résumé à son essence, cet argument se résume à la question de savoir si l'État a le droit d'imposer des procédures médicales à ses citoyens. Il ne s'agit pas d'une question de « science », mais d'une question d'éthique médicale. Quels sont les droits fondamentaux des individus ?

Quels sont les piliers fondamentaux de l'éthique médicale et des droits humains ? Les piliers fondamentaux de l'éthique médicale que trop de médecins oublient. Les droits des patients ne sont pas une question « scientifique » Et ils ne sont ni négociables ni dépendants du contexte.

Docteur Malone. Traduction Google.

Voici un rappel des six principes de l'éthique médicale que tous les médecins doivent s'efforcer d'appliquer.

1. Bienfaisance

Les médecins doivent agir dans le meilleur intérêt du patient, soit d'un patient singulier et spécifique. **Pas dans l'intérêt de la société**. Pas pour faire avancer le plus grand bien pour le plus grand nombre mais pour le bien du patient qui se trouve devant eux à ce moment précis.

2. Non-malfaisance

En bref, **ne pas nuire**. Cela ne signifie pas que l'on peut faire du mal à certains patients pour le bien du plus grand nombre.

3. Autonomie

Le patient a le droit de choisir d'accepter ou non une procédure ou une intervention médicale. Ce n'est pas la société, et certainement pas un *responsable de la santé publique*, qui a le droit de prendre une décision à la place d'un patient. C'est au patient de choisir. Le médecin et le *responsable de la santé publique* peuvent fournir au patient des informations honnêtes, véridiques et impartiales sur les risques et les avantages, mais toujours **c'est le patient qui doit décider d'accepter ou non la procédure. C'est ce qu'on appelle le consentement libre et éclairé du patient**. Si vous n'êtes pas d'accord avec cela, vous n'avez aucun droit d'être impliqué de quelque manière que ce soit dans les activités médicales. Il n'y a pas d'*exclusion* ou d'*exemption* spéciale pour les vaccins ou d'autres procédures médicales en ce qui concerne ce droit humain

fondamental.

4. Justice

Il ne devrait pas y avoir de soins médicaux nécessaires *différenciés* ou *spéciaux* pour certains qui seraient refusés à d'autres. Les options de traitement doivent refléter le mérite de la maladie et du patient. **Il n'y a pas de discrimination** fondée sur le fait qu'un patient a accepté ou rejeté une autre procédure médicale; comme refuser une transplantation d'organe à ceux qui ont refusé le vaccin génétique COVID.

5. Dignité

Le médecin (ou tout autre prestataire de soins médicaux) et le patient **ont tous deux le droit d'être traités avec dignité**. Par opposition à l'arrogance hostile, par exemple.

6. Vérité et honnêteté

Les patients ont le droit de connaître toute la vérité sur leur maladie et leur traitement, dans la mesure des capacités du médecin ou du prestataire de soins. **Pas de mensonges** sur le masque, la distanciation sociale ou l'efficacité du confinement. Pas de dissimulation des effets indésirables de médicaments ou de procédures médicales. Pas de mensonges sur la biodistribution, la pharmacocinétique, la variabilité des lots, la falsification. Pas de peur, de propagande, de harcèlement, etc, etc, de crowd stalking (1) (y compris le crowd stalking financé par les autorités sanitaires) et pas de gaslighting (2) de la population mondiale et

en particulier de ceux qui se sont opposés à la psychose de masse obsessionnelle, irrationnelle et motivée par la peur qui s'est produite. etc, etc... Pas seulement des articles mais des livres entiers ont été publiés sur les mensonges de COVID et d'autres mensonges sanitaires.

Il s'agit de six principes fondamentaux. Ils ne sont pas négociables. Ils ne sont pas *scientifiques*. Cela n'a rien à voir avec la science et tout à voir avec les droits de l'homme. **Il s'agit des principes fondamentaux de l'éthique médicale de l'après Seconde Guerre mondiale et de ses horribles abus.** Ils ne dépendent pas de la situation. Ils ne disparaissent pas simplement parce que quelqu'un déclare une *urgence médicale* de santé publique.

Il ne s'agit pas de politique.

Il ne s'agit pas de science.

Il s'agit de droits humains fondamentaux non négociables.

Les droits des patients ne sont pas une question scientifique. Ils ne sont ni négociables, ni dépendants du contexte. L'État n'a pas le droit d'imposer des procédures médicales à ses citoyens. Ce n'est pas une question de science. C'est une question d'éthique médicale.

Notes:

1. « Crowd stalking » en français signifie « *harcèlement en réseau* » ou parfois « gang stalking » (qui est le terme anglais original souvent utilisé en français). Le terme décrit aussi l'expérience vécue par certaines personnes qui sont convaincues d'être surveillées ou harcelées par un groupe de personnes ayant un objectif

commun.

2. En français, le terme gaslighting désigne le *détournement cognitif* (au Québec) ou le déboussolage (en France). C'est une forme de **manipulation mentale** où l'abuseur déforme ou omet de l'information pour que la victime doute de sa mémoire, de sa perception de la réalité, de son bon sens et de sa santé mentale, la rendant dépendante de l'agresseur.

[Source](#)

Professeur Malone, traduction de Dominique Schwander